



Les Classes Moyennes en Afrique

Le cas du Kenya et du Mozambique

Étude préliminaire

Equipe de recherche

- Bentejac Emmanuel
- Borschein Johana
- Ndiaye Ndeye Astou
- Nkume Okorie Ndubueze
- Nuan Guillery
- Simonini Ambra

Coordination des travaux de recherches

- Toulabor Comi (CEAN / Sciences Po Bordeaux)
- Darbon Dominique (CEAN / Sciences Po Bordeaux)

I - Introduction

Les deux pays qui nous intéressent, le Kenya et le Mozambique, n'ont pas connu la même trajectoire historique. Le premier, ancienne colonie britannique, a acquis son indépendance en 1963 à la suite de la révolte ma-mau (Buijtenhuijs, 1971). Le pays a connu le régime de parti unique, la Kenya African National Union, avant de passer en 1992 au pluralisme politique avec des élections régulières, parfois violemment contestées comme celles de décembre 2007 qui ont opposé le président Mwai Kibaki et son principal adversaire Raila Odinga, appelés à former un gouvernement d'union (Lafargue, 2008). Au Mozambique, la guérilla conduite par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) d'obédience marxiste-léniniste, aboutit à l'indépendance de la colonie portugaise en 1975. La guerre civile sanglante qui éclate en 1976 pour le contrôle du pays entre le FRELIMO et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) soutenue l'Occident et l'Afrique du Sud de l'apartheid dura près de vingt ans et fit environ près d'un million de morts (Marchal & Messiant, 1997 ; Geffray, 1990). Si les deux pays connaissent une croissance économique régulière comprise entre 5 et 8% par an, ils n'en demeurent pas moins des pays pauvres à faible revenu, inégalement réparti au sein de l'ensemble des populations, même si l'économie kenyane est nettement plus diversifiée et plus riche que son homologue. Des Mozambicains émigrent en Afrique du Sud pour trouver du travail, essentiellement dans les mines, pendant que s'installent de grandes compagnies occidentales et chinoises attirées par un pays à reconstruire et par le pétrole récent¹. Au Kenya où on émigre peu, une colonie d'origine indienne s'est implantée depuis des générations, menacée sur son propre terrain par des golden boys autochtones dans le business.

Les couches moyennes sont par hypothèse les premiers bénéficiaires de cette croissance quand elles n'en sont pas le moteur. Elles diffèrent d'un pays à l'autre, et à l'intérieur même de chaque classe apparaissent des diversités très marquées. Ce qui nous mène à repérer d'abord ces classes moyennes ; ensuite à voir le rôle qu'elles jouent au sein de la société et dans la mondialisation; et enfin rapporter des entretiens

¹ Survey of the 100 biggest companies in Mozambique 2001, KPMG 2001

qui racontent des histoires de vie qui illustrent des profils de réussite labellisés « classe moyenne ». Le fil conducteur de cette étude est de revisiter les critères d'identification de celle-ci : qui potentiellement en font ou non partie et le rôle moteur qu'elle joue dans la modernité et le changement social et politique. Plus que de simples consommateurs à appâter (V. Mahajan, 2008), plus que de simples acteurs économiques du développement (Banerjee et Duflo, 2008), on peut présupposer qu'elles ont comme au Ghana des ambitions de classes « pour soi ».

Pays	Kenya	Mozambique
Indépendance	12 décembre 1963	25 juin 1975
Capitale	Nairobi	Maputo
Superficie	582 650 km ²	799 380 km ²
Population	37 953 838 (2008)	21 284 701 (2008)
Densité de la population	65,1 hbts au km ² (2008)	26,5 hbts au km ²
Population urbaine	42% (2005)*	38,% (2005)*
Population rurale	58%(2005)*	62% (2005)*
Produit intérieur brut	26 506 millions de dollars (2007)	7 752 millions de dollars (2007)
PIB/hbt	1 600 dollars (2007)	900 dollars (2007)
PIB par secteur économique		
- agriculture	27,1% (2006)*	28,3% (2006)*
- industrie	18,8% (2006)*	25,9% (2006)*
- service	54,1% (2006)*	45,8% (2006)*
Taux de croissance	5% (2006)	7,2% (2007)
Education		
- analphabétisme	26,4% (2006)	47% (2007)
- alphabétisation	86,9% (2005)*	46% (2008)**
- primaire	79% (2006)	71% (2008) **
- secondaire	23%	4% (2008) **
- supérieur	2%	1% (2008) **
Revenu		
- moins de 1 dollar	25%	37,8%**
IDH	0,491 (2004)	0,390 (2004)

Tableau 1 : Quelques indicateurs « macro » sur le Kenya et le Mozambique

Sources : www.statistiques-mondiales.com, * <http://fr.ca.encyclopedia.msn.com/fact>, **www.marianistas.org/

Le repérage s'appuie sur deux éléments essentiels : le premier se fonde sur des critères matériels quantifiables ou objectivables se rapportant au niveau de vie ; le second touche au mode ou style de vie en tant que résultant du premier élément.

II - Le niveau de vie, un quantifiant incertain mais fortement discriminant

Le Kenya et le Mozambique ont connu ces dernières années une croissance économique exemplaire respectivement de 5,7% et 8,5% en 2006, mais classés parmi les pays à faible revenu selon les indicateurs de la Banque mondiale (Doing Business 2009). Cette croissance est inégalement répartie, notamment en termes de revenu qui constitue le critère classificatoire discriminant comme dans la Rome de Servius Tullius. Le revenu est un marqueur à la fois économique et social dans toute société qui aspire à la modernité et à partir duquel découlent des attitudes et des comportements individuels ou collectifs.

La pyramide des revenus au Kenya, calculée par Mouloud Khelif, économiste enseignant à HEC de Montréal, montre qu'en 2006 77% de la population vit avec un revenu mensuel allant de 0 à 175 dollars, 21% de 175 à 770 dollars et 2% seulement avec plus de 770 dollars², tandis que selon la Banque mondiale, 25% de la population se retrouve avec moins de 1 dollar par jour pour vivre. Au Mozambique, « un des pays les plus performants en Afrique sur les plans économique et social » depuis une dizaine d'années selon la Banque mondiale, c'est près de 40% de la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour.

Les sources de revenu sont assez variées et recouvrent les secteurs publics et privés (fonction publique, sociétés d'Etat) et également le secteur informel (petit commerce, artisanat en l'occurrence) qui au Kenya comme au Mozambique est un vaste bassin d'emplois mal déterminés procurant des revenus tout aussi indéterminés. Si on retient les critères de niveau « élevé » et de pérennité de Banerjee et Duflo pour caractériser le revenu des classes moyennes, tout semble indiquer que le secteur informel n'est pas

² On ne sait pas comment cette pyramide a été constituée. Mais les statistiques sur place fourniront des données plus précises.

le terrain où celles-ci fleurissent le plus ou le mieux. Néanmoins il y a un esprit d'entreprise assez caractéristique qui a fasciné Vijay Mahajan dans son *Africa Rising* et d'autres avant lui. Alors que pour Abhijit Banerjee et Esther Duflo les entrepreneurs de ce secteur ne se considèrent pas comme tels parce que leur emploi n'est pas stable et leur revenu moins important comme ils l'auraient souhaité (Banerjee et Duflo 2008 : 26).

Dans l'ensemble, il faut compter avec les transferts d'argent envoyés par les travailleurs émigrés dans leur pays d'origine. Alban Cordeiro recense quelque 4 300 Mozambicains vivant au Portugal (1998), nombre assez dérisoire comparé aux 141 506 Mozambicains expulsés d'Afrique du Sud la même année. Sur douze ans, de 1988 à 2000, ce sont 1 170 934 Mozambicains qui ont été chassés de l'Eldorado de la région, représentant à eux seuls 76,4% des expulsés toutes nationalités confondues (Wa Kabwe-Segatti, 2002). Etudiant les paysans mozambicains qui vont s'engager dans les mines en Afrique du Sud, Ruth First (1983 : 86-107) reconstitue méticuleusement à partir d'histoires de vie les transferts d'argent que travailleurs émigrés ont effectués sur une dizaine d'années vers leur pays d'origine, remontant même dans les années 1940. Ces mineurs, originellement paysans, arrivent à économiser sur leurs maigres salaires, pour se faire construire des maisons plus ou moins confortables chez eux et aider des parents. Par ailleurs, selon Wikipedia, la population kenyane née en Grande Bretagne atteint 129 356, à laquelle il convient d'ajouter l'importante colonie kenyane vivant aux Etats-Unis. James Shikwati (2007) estime le transfert d'argent de ces Kenyans de l'étranger à environ 700 millions de dollars qui jouent un rôle non négligeable dans la croissance économique du pays (Shikwati, 2007). Il faut noter que les transferts servent souvent à la réalisation de projets lourds comme l'acquisition foncière ou immobilière et participent peu, et de façon aléatoire, à la constitution des revenus. Ils peuvent difficilement constituer une base solide qui permet de mener une vie décente et de réaliser un projet de vie. Considéré dans cette perspective, le revenu reste principalement l'apanage des couches urbaines même si on peut le repérer dans les populations rurales actives qui frôlent les 73,64% au Kenya en 2004 et les 75,79% à la même date au Mozambique selon les statistiques de la Banque mondiale.

Revenons sur l'échelle des revenus au Kenya en focalisant le regard sur les 21% de la population qui gagne entre 175 à 770 dollars par mois selon Mouloud Khelif (2006). Lequel ne donne aucun élément précis d'appréciation sur les catégories professionnelles qui les détiennent, ni s'ils sont calculés per capita, etc. Il se pose en outre la question du pouvoir d'achat, rarement pris en compte, qui permet d'apprécier ces revenus, très volatiles dans l'immense majorité des couches africaines dont le Kenya et le Mozambique ne font pas exception. A. Banerjee et E. Duflo montrent la difficulté à définir le seuil de revenu qui trace les frontières entre les classes pauvres, moyennes et riches d'un pays à l'autre (Banerjee et Duflo, 2008 : 7). Selon leurs calculs les classes moyennes sont celles dont le revenu journalier per capita est compris entre 2 et 10 dollars. Soit au total pour une famille de 6 personnes entre 360 et 1 800 dollars par mois, ce qui donne un écart de 5. Il est à noter que le calcul du revenu per capita est une abstraction satisfaisante pour l'esprit mathématique, mais socialement peu significatif en ce sens qu'il répartit le revenu familial disponible (en général gagné par le couple sinon par l'époux) par le nombre d'enfants, voire des nourrissons, alors que d'autres têtes peuvent en dépendre structurellement par les us et coutumes. Le revenu per capita est une idée mais pas une réalité sociale.

Mais il faut arriver à établir l'état des revenus et le coût de la vie réels. Combien de meticaïs (monnaie locale, MZN) faudra-t-il pour vivre décemment à Maputo, la capitale mozambicaine, qui doit importer la plupart de ses produits alimentaires de première nécessité d'Afrique du Sud, ce qui conduit à ce que la vie soit plus chère qu'à Nairobi ? Les paniers de la ménagère au Kenya et au Mozambique, confrontés comme ailleurs à la flambée du coût de la vie, ont peu de rapport avec ceux calculés par les portails des agences de voyage sur les sites Internet comme muskadia.com qui cale son coût de la vie sur le prix de Coca Cola et de MacDo à travers le monde ! Ainsi en mars 2006 le Kenya est à l'indice 75,2 et classé au 88ème rang sur 150 villes par rapport à New York, pris comme référence. Ce qui ne reflète en rien la réalité de vie des Kenyans et des Mozambicains moyens. Et il est à craindre aussi que la rhétorique laudative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ne soit à l'opposé de cette réalité de vie dans les deux pays. En août 2007, à l'approche des présidentielles de décembre qui ont ensanglanté le Kenya, Renaud Vivien rappelle que

« 60% de la population vit avec moins d'un dollar par jour et que les députés kenyans comptent déjà parmi les parlementaires les mieux payés au monde avec 10 000 euros de salaire mensuel ; ce qui représente dix années de salaire de base d'un fonctionnaire kenyan »³: ce qui met ce salaire de base à 106,50 dollars par mois, alors que le cuisinier ou le jardinier approchent les 180 dollars. Au Mozambique, Eric Perrin note qu'en avril 2008, le salaire de base est de 1 550 MZN, soit 58,161 dollars, et que « Dans le même temps, dans une même entreprise la fourchette de salaires va de 1 à 50 ou même 100 ou encore plus, le pacte social a complètement explosé »⁴. Notons qu'officiellement, en 2009, pour un couple de Mozambicains mariés avec quatre personnes à charge, le salaire net s'échelonne entre 10 000 à 83 000 MZN soit de 377,358 à 3 132 dollars selon le nouveau système fiscal⁵. Au regard de ce qui précède, en attendant des données empiriques de validation ou non, on peut estimer provisoirement que le revenu médian pour mener une vie décente au Kenya comme au Mozambique se situerait dans la fourchette de 600 à 900 dollars par mois. On présume que c'est à cette échelle que le revenu peut se donner à voir sur la scène du mode de vie par ses détenteurs.

III - Le mode de vie ou la mise en scène sociale du revenu

Le revenu sert à entretenir la machine corporelle en lui procurant l'énergie dont elle a besoin (nourriture, boire), à la réparer en cas de panne (soin de santé), à la protéger des intempéries et des agressions extérieures (habillement, maison) et aussi à la faire déplacer d'un point à un autre (transport, voiture), etc. La satisfaction de ces besoins basiques n'est pas propre aux seules classes moyennes, mais celles-ci vont s'y

³ Renaud Vivien, « Kenya: députés bien payés contre population affamée » sur le <http://www.cadtm.org/spip.php?article2768>. Relevons que selon cet auteur, 60% de Kenyans vit avec moins de 1 dollar par jour alors que les chiffres officiels disent 25%! Entre le militant du Comité catholique contre la faim et les fonctionnaires de la Banque mondiale, qui faut-il croire ?

⁴ Eric Perrin, « Les conséquences de la hausse des prix alimentaires dans le contexte du Mozambique » sur le http://www.cfd.asso.fr/ewb_pages/p/parole_1339.php

⁵ « Le système fiscal au Mozambique », janvier 2009, sur le site <http://209.85.229.132/search?q=cache:H-JMQaeStd8J:www.ubifrance.fr/download/do>. On voit la différence énorme entre le salaire officiel et le salaire informel !

distinguer par la recherche de la qualité de vie, définie en 1993 par l'Organisation mondiale de la santé comme étant « la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit, en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes. Il s'agit d'un large champ conceptuel, englobant de manière complexe la santé physique de la personne, son état psychologique, son niveau d'indépendance, ses relations sociales, ses croyances personnelles et sa relation avec les spécialités de son environnement ». Les niveaux de qualité de vie déclinent trois sous-catégories essentielles : classe moyenne-supérieure, classe moyenne-moyenne et classe moyenne-inférieure dans cet ensemble assez vague de classes moyennes. C'est que contrairement aux classes pauvres contraintes de se limiter aux besoins physiologiques immédiats, les classes moyennes ont cette capacité de projection vers l'avenir, en se donnant d'autres ambitions, d'autres envies, d'autres désirs, d'autres rêves pour eux-mêmes et pour leur famille proche, même lointaine, parce qu'elles en ont les moyens : financiers et intellectuels.

A Nairobi comme à Maputo, les maisons d'un certain standing, parfois dispersées dans un paysage appauvri, parfois regroupées en zones résidentielles, sont les signes visibles caractéristiques de cette classe moyenne qui calquent son style de vie sur le modèle occidental, perçu comme l'idéal-type, importé par les travailleurs émigrés, les expatriés et les images du village planétaire, et aussi – est-il besoin de le noter – lié à l'aspiration « naturelle » de l'individu à un certain confort et au bien-être matériel. On renvoie ici à aux travaux de P. Bourdieu sur la distinction qui va dépendre à la fois du capital culturel et du capital économique (1979). La pensée de la structure de biens de consommation, si elle intègre bien des produits locaux, par habitude, considère socialement plus valorisants et plus attrayants ceux venus d'au-delà des océans. Ainsi alors que l'on peut s'offrir un bon repas à Nairobi pour entre 2 et 4 euros, faire de temps en temps ses courses dans un supermarché est un signe distinctif en raison des prix hors bourses ordinaires, de la gamme de produits qu'on y trouve et de la qualité

de la clientèle. L'ambassade de France à Maputo affiche les couleurs des prix dans un supermarché où certains produits coûtent plus cher qu'en France⁶ :

1 litre de lait, longue conservation : 1,10 €

1 litre d'eau minérale : 0,60 €

1 yaourt : 0,84 €

1 kg de café : 12,75 €

1 kg de sucre en poudre : 0,70 €

1 kg de farine de blé : 0,65 €

1 kg de viande de bœuf : de 5 à 11 €

1 kg de poisson : de 3 à 7 €

C'est tout naturellement que ce mode de vie s'étend à bien d'autres secteurs de la vie. Si on assiste à une baisse tendancielle de la taille des familles qui est de 4,70 au Kenya et de 5,24 au Mozambique en 2008 selon les chiffres de la Banque mondiale, c'est dans les classes moyennes qu'elle s'observe le mieux en raison même du différentiel du capital éducatif du couple, par rapport aux couches inférieures, qui a ainsi une meilleure connaissance de la contraception comme au Kenya (Bolaji et Poukouta, 1997) et sans aussi doute au Mozambique. Ce constat peut s'élargir à la consommation de biens intellectuels comme la lecture (livres, journaux), - au Nigeria par exemple on constate que les classes moyennes dépensent de moins en moins pour la nourriture que pour le non-alimentaire (Federal Republic of Nigeria, 2007)⁷ - l'accès à l'électricité et à l'eau courante ainsi qu'aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, signes de la modernité par excellence, dont la densité est faible. Par exemple, au Kenya en 2006 sur 1 000 seulement 79 personnes utilisent Internet contre 9 en 2007 au Mozambique. En prenant en considération tous ces paramètres et d'autres, on peut se demander si l'archétype même de la classe moyenne n'est pas dans la figure qui combine ou mixe la position du fonctionnaire d'un grade intermédiaire (pérennité de l'emploi) et du commerçant dont les affaires marchent bien (revenu plus important) si on rejoint les conclusions de Abhijit Banerjee et d'Esther Duflo (2008). Cette figure, combinée, peut s'offrir moins malaisément que d'autres couches sociales inférieures, surtout depuis la flambée des denrées

⁶ Voir le site <http://www.ambafrance-mz.org/spip.php?article45>

⁷ En effet, les dépenses alimentaires sont tombées de 63,6% en 1996 à 47,32% en 2004 tandis que les non-alimentaires sont passées aux mêmes dates 33,4% à 52,68% selon ce rapport (p. 21).

alimentaires en 2008, le bidon de 5 litres d'huile alimentaire et les 25 kg de riz nécessaires à sa famille.

Pour conclure cette partie, on s'interroge de savoir dans quelle mesure on peut parler d'une conscience de classe dans les classes moyennes dans les deux pays. Est-ce que les représentations que les individus censés appartenir à cette classe se font d'eux-mêmes ou que l'opinion se fait d'eux sont largement partagées et s'imposent dans le champ social ? N'ont-ils pas tendance à se retrouver, à fréquenter, à circuler sur des lieux de sociabilité identiques (anniversaires, écoles, Eglises, mariages, clubs, associations, partis, loisirs, etc.) ? Quels types de rapports ces îlots de prospérité entretiennent avec les hautes et les basses couches ? : rapports conflictuels, de convivialité, d'entente cordiale, de complicité sociale ? Dans quelle mesure aussi se vérifient par exemple les théories de Pierre Bourdieu de la reproduction sociale et de l'habitus ? Et dans ce cas, ces milieux-là (au sens biologique) ne génèrent-ils pas des valeurs de type plutôt « communauté » que « société » au sens de *Gemeinschaft* and de *Gesellschaft* de Ferdinand Tönnis ? Quelles sont les similitudes et les différences fondamentales qui caractérisent les couches moyennes des deux pays au regard de leurs trajectoires historiques ? Peut-on dessiner des prototypes qui se rapprocheraient de la réalité sociale ?

IV - Rôles des classes moyennes comme créatrices de valeurs ajoutées ?

Dans cette partie notre questionnement est le suivant : si les classes moyennes sont souvent considérées comme les couches les plus dynamiques et avant-gardistes de la société, notamment dans les sociétés occidentales, - ce que tendent à démontrer des travaux d'historiens - peut-on inférer ces thèses aux deux pays à l'étude ? Pour tenter de répondre, on part de l'hypothèse que les classes moyennes sont créatrices de valeurs ajoutées matérielles et immatérielles.

Les classes moyennes : créatrices de valeurs immatérielles

L'idée principale est que les classes moyennes sont génératrices d'un ensemble de croyances (manières de dire, de voir et de faire quelque chose) qu'elles véhiculent au sein des couches les plus larges de la société. La position intermédiaire leur permet précisément d'être le trait d'union entre les couches supérieures et les couches inférieures de la société, diffusant des valeurs qu'elles ont créées elles-mêmes ou qu'elles ont importées et qui sont retravaillées à partir des fragments de voyage captés à travers le monde. On peut retenir empiriquement quelques domaines à explorer :

- dans la production de nouvelles croyances et théologies religieuses (mouvements religieux, etc.)
- dans la production d'idées d'allégeance ou de contestation du système politique, notamment la corruption qui gangrène les deux pays
- dans la transformation et l'innovation d'anciennes traditions relatives notamment aux cérémonies de naissance, de mariage, aux funérailles
- dans les rapports de couple, et de parents/enfants
- dans le rapport à la maladie notamment le sida (100 000 décès estimés au Kenya en 2007, et 81 000 au Mozambique au cours de la même année). Sont-elles plus touchées que d'autres couches ?
- dans la production de manières de politesse, de galanterie, de table, de cuisine
- dans la production de nouvelles modes de se vêtir, de musique, de danser, de draguer
- dans la production d'être par rapport à son environnement
- dans l'invention du mécénariat : aptitude à faire des dons à x, y et z
- dans la production de lien ou relation avec l'ancienne métropole
- dans la projection de soi vers l'avenir

Les classes moyennes comme génératrices de richesses matérielles

La fonction économique de ces classes moyennes dans la production de biens matériels par la création d'entreprises à caractère commercial, industriel ou artisanal mérite une attention particulière. Selon Doing Business 2009 en 2008 le Kenya et le Mozambique arrivent respectivement aux 115ème et 130ème rangs en matière de

création d'entreprises sur 181 économies, ce ne sont pas des rangs extraordinaires. Mais au-delà, notre préoccupation est de mieux connaître:

- l'origine du capital investi
- le nombre d'employés
- la capacité d'épargne et de réinvestissement
- la nature de l'entreprise
- la perception de la corruption endémique dans les deux pays, comment l'entreprise s'en sort-elle ?
- les rapports sociaux au sein de l'entreprise
- l'entreprise dans son rapport écologique
- si selon Jacques Marseille, les crises produisent des croissances exponentielles, et que le Mozambique illustre apparemment cette théorie, l'entreprise en tire-t-elle parti ?

Quelques portraits d'acteurs type classe moyenne

Cette dernière partie va recueillir des paroles et des narrations des locuteurs de leur success story sur le parcours qui les a conduits au rang de classes moyennes. On prend ainsi dans chaque pays une douzaine de locuteurs dans des catégories socio-professionnelles (CSP) où hommes et femmes sont à parité : soit au total 24 interviewees susceptibles de nous renseigner plus en avant sur cet univers de classes

Pays	CSP	CSP	CSP	CSP	CSP	CSP
Kenya	2 commerçants	2 artisans	2 entrepreneurs	2 fonctionnaires	2 politiques	2 agriculteurs
Mozambique	2 commerçants	2 artisans	2 entrepreneurs	2 fonctionnaires	2 politiques	2 agriculteurs

moyennes :

On a listé une batterie de questions à titre indicatif pour conduire des entretiens de type semi-directif :

- 1) Reconnaissance/auto-reconnaissance à la classe moyenne
- 2) Quels sont les éléments essentiels lui permettant d'affirmer son appartenance à la classe moyenne ?
- 3) Son travail : poste occupé, combien gagne-t-il par mois,
- 4) Maison : en location, en propriété, dans quel endroit, son coût
- 5) Marié : combien de femmes, combien d'enfants, leur scolarité, dans quelle école
- 6) Niveau d'étude de femme, de l'homme : étude dans quelle institution ? à l'étranger ?
- 7) Budget consacré à la santé, à la nourriture, au loisir et type de loisirs
- 8) Voiture personnelle, transport en commun
- 9) Intérêt pour la vie politique nationale : sympathie et militance dans tel parti
- 10) Comment voit-il la gouvernance de son pays ? : la corruption, la délinquance
- 11) Quelles mesures du gouvernement vous a le plus plu, le plus déplu
- 12) Admiration pour quel homme ou femme politique
- 13) Intérêt pour la vie internationale : noms de présidents africains, occidentaux
- 14) Que vous inspire l'arrivée au pouvoir de Barak Obama (vous Kenyan)
- 15) Comment voyez-vous avenir personnel dans 5 prochaines années ? et pour votre pays ?
- 16) Que pensez-vous de la Grande Bretagne (ou du Portugal) en tant qu'ancienne puissance de votre pays. Aimerez-vous y aller ? Y avez-vous des parents ?
- 17) Si vous êtes président, vous changerez quoi exactement dans votre pays ?
- 18) Qu'aimeriez-vous avoir et que vous n'avez pas ?
- 19) De quoi aimeriez-vous vous débarrasser à la maison ?
- 20) Vous pratiquez une religion ?

A partir de ces entretiens, nous pouvons affiner notre texte et apporter beaucoup plus d'éléments empiriques qui corroborent ou infirment certaines de nos analyses. Cependant on peut admettre que les classes moyennes sont au centre de la vie

nationale et constituent un enjeu politique important que l'action publique ne peut pas ignorer.

V- Bibliographie

Ouvrages

Abagi Okwach (1997), *Status of education in Kenya : indicators for planning and policy formulation*, Nairobi, Institute of policy analysis and research.

Abuodha Charles (1991), *Building of an industrial society : change and development in Kenya's informal sector, 1972-1991*, Edinburgh, Centre of African studies, Edinburgh University.

Arbache Jorge Saba, Page John (2007), *Patterns of Long Term Growth in Sub-Saharan Africa*, World Bank.

Alden Chris (2001), *Mozambique and the construction of the new African State: From negotiations to nation-building*, New York, Palgrave Macmillan.

Balandier Georges (2004), *Anthropologie politique*, Paris, Presses universitaires de France.

Billetoft Jorgen (1998), *Coping with uncertainty, petty producers in postwar Mozambique: Small business in the course of political and economic change*, Copenhagen, Institutet for Udviklingsforskning.

Bleton Pierre (1956), *Les hommes des temps qui viennent : essai sur les classes moyennes*, Paris, Ed.ouvrières.

Bolaji M. Fapohunda and Prosper V. Poukouta (1997), *Trends and Differentials in Desired Family Size in Kenya*, African Population Studies.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1964), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Ed. de Minuit.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1989), *Noblesse d'Etat, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Ed. de Minuit.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1970), *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Ed. de Minuit.

Bourdieu Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit.

Bourdon Raymond (1973), *L'Inégalité des chances* Paris, Armand Colin

Buijtenhuijs Robert, (1971), *Le Mouvement « Mau-Mau ». Une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris et La Haye, Mouton.

Capdevielle Jacques (1986), *Le fétichisme du patrimoine : essai sur un fondement de la classe moyenne*, Paris, Presses de la FNSP.

- Charton Hélène (1997), *Le désir d'école : les initiatives africaines dans l'éducation au Kenya*, Paris, Publ. de l'Université Paris-7-Denis Diderot.
- Chassaigne Philippe, « Naissance d'un groupe social : les forces de police dans l'Angleterre du XIX^e siècle », in Guillaume Pierre (textes réunis par) (1995), *Regards sur les classes moyennes : XIX^e-XX^e siècles*, Talence, Ed. de la MSHA.
- Chauvel Louis (2006 a) , *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Ed. Seuil.
- Christian Geffray (1990), *Les causes des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala,
- Cordeiro Alban (1998), « [Les faux-semblants de la régularisation](#) », *Plein Droit*, n° 38, avril
- Dobbs L (2006), *War on the Middle Class*, London, Viking Adult.
- Fourastié Jean (1979), *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946-1975*, Paris, Fayard.
- First Ruth (1983), *Black gold. The Mozambican Miner, Proletarian and Peasant*, New York, St. Martin Press.
- Geffray Christian (1990), *Les causes des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala,
- Gaggi Massimo et Narduzzi Edoardo (2006), *La fin des classes moyennes. Et la naissance de la société low cost*, Paris, Liana Levi.
- Gatheru Edoardo et Mugo R. (2005), *Kenya: from colonization to independence, 1888-1970*, Jefferson, N.C., McFarland & Co.
- Gibbon, Peter, *Markets, civil society and democracy in Kenya*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1995.
- Halbwachs, Maurice, *Les Classes moyennes*, Paris, Félix Alcan, 1939
- Hartmann T. (2006), *Screwed: The Undeclared War Against the Middle Class*, Berrett-Koehler Publishers.
- Haupt Heinz-Gerhard, « Les classes moyennes existent-elles en Allemagne ? », in Guillaume Pierre (sous la dir. de) (1998), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées*, Talence, Ed. de la MSHA
- Jary David, Goldsmith Michael et Garrard John (1978), *The Middle-class in politics*, Farnborough, Saxon House.
- Kennedy Paul (1980), *Ghanaian Businessmen : From Artisan to Capitalist Entrepreneur in a Dependant Economy*, Munich, Weltforum Verlag.
- Kitching Gavin Norman (1980), *Class and economic change in Kenya : the making of an African petite bourgeoisie 1905-1970*, New Haven , Yale University Press.

- Lafargue Jérôme *et al.*, (2008), *Les Elections générales de 2007 au Kenya*, Paris, Karthala/Nairobi, IFRA.
- Lemel Yannick (2004), *Les classes sociales, Que sais-je ?*, Paris, PUF.
- Luckham Robin, Gyimah-Boadi Emmanuel *et alii*, (2005), « The middle classes and their role in national development », *CDD/ODI Policy Brief*, n° 3, November.
- Mahajan Vijay (2008), *Africa Rising: How 900 million African Consumers offer more than you think*, Wharton School Publishing.
- Maupeu Hervé (1998), *Le Kenya, le contrat social à l'abandon*, Paris, Karthala.
- Marchal Roland, Messiant Christine (1997) *Les chemins de la guerre et de la paix: fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala
- Marie Alain (ed.) (1997), *L'Afrique des Individus*, Editions Karthala.
- Mbaku John Mukum, Mwaniki Ngure, Kimenyi Mwangi S. (2003), *Restarting and sustaining economic growth and development in Africa : the case of Kenya*, Aldershot, Ashgate.
- McCormick Dorothy, Pedersen Poul Ove (1999), *Globalization and regionalisation of Kenya's foreign trade and production*, Copenhagen, Institutet for udviklingsforskning (Centre for Development Research).
- Michael O. West (2002), *The Rise of an African Middle Class: Colonial Zimbabwe, 1898-1965*, Bloomington and Indianapolis, Indianapolis University Press.
- Misol Lisa, Hogendoorn Ernst Jan and Hiltermann Joost R. (2002), *Playing with fire : weapons proliferation, political violence, and human rights in Kenya*, New York, Human Rights Watch.
- Mukonoweshuro Eliphaz G. (1993), *Colonialism, class formation and underdevelopment in Sierra Leone*, Lanham, University Press of America.
- Mwega, F. M., Olewe-Ochilo, F., Mwangi, Njuguna, *Macroeconomic constraints and medium-term growth in Kenya : a three-gap analysis*, Nairobi, African economic research consortium, 1994.
- Oppong Christine (1974), *Middle classes African Marriage*, London, George Allen.
- Owuor Samuel O., *Rural livelihood sources for urban households : a study of Nakuru Town, Kenya*, Leiden, African Studies Centre, 2003.
- Porhen, R., “Les conséquences économique de la crise politique”, in Jérôme Lafargue (2008), *Les Elections générales de 2007 au Kenya*, Nairobi, Karthala
- Poutlantzas Nicos (1974), *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Éd. du Seuil.
- Prélot Marcel (1973), *Sociologie politique*, Paris, Dalloz.

- Probst Peter et Spittler Gerd (2004), *Between resistance and expansion : explorations of local vitality in Africa*, Münster, Lit Verlag.
- Raynor John (1969), *The middle class*, London, Longmans, 1969
- Shikwati James (2007), « Molding the Middle Class. Expanding Kenya's Middle Class to Promote Growth », *Ethnic Conflict*, 28(4), Winter.
- Skocpol T. (2001), *The Missing Middle*, New York, Norton.
- Rivière Claude (1978), *Classes et Stratifications Sociales en Afrique : Le cas guinéen*, Paris, Presses universitaires de France.
- Rodriguez-Torres, Deyssi (1995), *Nairobi : le bidonville face à la ville*, Louvain-la-Neuve , Centre international de formation et de recherche en population et développement.
- Rodriguez-Torres Deyssi (2006), *Nairobi contemporain : les paradoxes d'une ville fragmentée*, Paris, Karthala ; Nairobi, IFRA.
- Rutten Marinus M., Mazrui E. M., et alii, (2001), *Out for the count : the 1997 general elections and prospects for democracy in Kenya*, Kampala, Fountain Publishers.
- Sabar Galia (2002), *Church, State, and society in Kenya : from mediation to opposition, 1963-1993*, London, Frank Cass.
- Schafer, Jessica (2007), *Soldiers at peace: Veterans and Society after the civil war in Mozambique*, New York, Palgrave Macmillan.
- Schrader Peter (200), *African Politics and Society: A Mosaic in Transformation*, Boston , St. Martin's.
- Singer Hans, Wolfgang Reynolds et Stuart D.(1974), *Aspects of the distribution of income and wealth in Kenya*, Brighton , Institute of development studies, University of Sussex.
- Verhaegen Benoît (1965) *Bibliographie sur les classes sociales en Afrique*, Bruxelles, CRIP,
- Vletter de Fion (2007) *Migration and Development in Mozambique, Poverty, Inequality and Survival*, Oxford, African Book Collection.
- Wa Kabwe-Segatti Aurélia (2002), «Du rapatriement volontaire au refoulement dissimulé. Les réfugiés mozambicains en Afrique du Sud », *Politique africaine*, n° 85, mars 2002
- Weber Max (2003), *Economie et société*, Paris, Pocket.
- Zeilig, Leo (ed) (2002), *Class struggle and resistance in Africa*, Cheltenham, New Clarion Press, 2002

Articles de presse

- Abhijit V. Banerjee and Esther Duflo (2008), “ What is Middle Class about the Middle Classes around the World?”, *Journal of Economic Perspectives*, 22(2), Spring

Bernstein, A. et Johnston, S. (2005), « Banking on the Middle Class », *Business Day* du 13 septembre.

Bosc Serge, « Les classes moyennes », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 938-939, juillet-août 2007

Chauvel Louis (2006 b), « Classes moyennes, le grand retournement », *Le Monde* 2 mai

Folio Fabrice (2008), « Regards sur le Mozambique contemporain », *EchoGéo*, n°7
Gouveia, Jorge Bacelar (2008), *Les systèmes politico constitutionnels des États africains de langue portugaise*, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 73(1)

McCrummen Stephanie (2008), « In Africa, a New Middle-Income Consumerism », *The Washington Post*, 1st September.

Richard Rathbone (1973), “Businessmen and Politics: Party Struggles in Ghana 1949-1957”, *Journal of Development Studies*, 9(3).

O’Laughlin Bridget (2000), “Class and the customary: The ambiguous legacy of the indigenato in Mozambique”, *African Affairs*; 99.

Rapports

Bidou-Zachariasen (2004), « *Les classes moyennes: Définitions, travaux, controverses* », *Education et Sociét*, n° 14(2).

Bureau International de Travail (1975), *Emploi, revenus et égalité : stratégie pour accroître l'emploi productif au Kenya*, Rapport, Genève,

Gimbert Virginie et Rohmer Arnaud (2007), *Analyse : Les classes moyennes en quête de définition*, Centre d’Analyse Stratégique, Note de Veille n°54, lundi 16 avril.

Dennis, A. et al (2009), *Doing Business in Landlocked Economies 2009*,

Federal Republic of Nigeria, National Bureau of Statistics (2007), *The Middle Class in Nigeria. Analysis of Profile, Determinants and Characteristics (1980-2007)*, [Produced under the Auspices of the Economic Reform & Governance Project, ERGP], [Abuja], July

Milanovic, B. & Yitzhaki, S., (2001), “Decomposing World income distribution: Does the world have a middle class?”, *Policy Research Working Papers*, n° 2562.

Ravallion Martin (2009), *The Developing World’s Bulging (but vulnerable) “Middle Class”*, Policy Research Working Paper, World Bank, 2009